

N° chrono : JGE/VG/2021-039

Date : le 27 janvier 2021

INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION DU 09/12/2020
Établissements FERNAND BRUGERE

N° S3IC : 0054.01391		Commune : CHÂTILLON-SUR-SEINE	
Visite :			Régime :
Priorité :	Attribut S3IC n°1 : Attribut S3IC n°2 : Attribut S3IC n°3 : Attribut S3IC n°4 : Attribut S3IC n°5 :		
Liste des installations inspectées : bâtiment 25 (contreplaqué), bâtiment neuf, parc à grumes, installations de prélèvement d'eau.			
Durée de la visite : 9h45-12h50.			
Référentiel de l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 novembre 2019 (AP1) ; • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 août 1998 (AP2) ; • Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 7 décembre 2018 (AP3) ; • Arrêté préfectoral cadre n°374 du 29 juin 2015 en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de la Côte-d'Or (AP4) ; • Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation – section III (AM) ; • Code de l'environnement (CE). 			
Personne(s) rencontrée(s) : le directeur, le responsable HSE, le correspondant HSE interne.			

Ce rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités.

Indépendamment des points contrôlés par l'Inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

Il apparaît de l'inspection réalisée que la mise en demeure ne peut être levée dans son intégralité. En particulier, malgré les efforts importants mentionnés par l'exploitant depuis dix ans, un nombre important de non-conformités électriques subsiste, dont certaines liées à la sécurité électrique et à la protection de l'environnement.

De plus, les recherches effectuées à ce stade par l'exploitant n'apparaissent pas suffisantes pour présenter un état des lieux des différentes solutions techniques existantes qui permettent d'obtenir des caractéristiques de réaction et de résistance « EI 60 » au niveau des portes extérieures.

Par ailleurs, des améliorations sont encore à effectuer en matière de prévention des risques de pollution des eaux et de gestion des risques liés aux équipements sous pression et à la foudre.

En conclusion, pour ce qui est du non-respect de la mise en demeure du 6 novembre 2019, il est proposé de ne pas engager de suites administratives à ce stade compte tenu des démarches en cours de réalisation par l'exploitant. Dans l'éventualité où ces démarches n'aboutiraient pas prochainement, il pourra alors être mis en œuvre les dispositions prévues au II. de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

En ce qui concerne les autres constats relevés, une mise en demeure est proposée au Préfet sur les problématiques liées à la foudre et aux équipements sous pression.

Les non-conformités et observations relevées sont détaillées dans le tableau des constats annexé.

Propositions de suites :

- Constats à traiter par courrier, des sanctions administratives pourront être proposées au Préfet en fonction des réponses apportées par l'exploitant ;
- Proposition au Préfet.

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
L'inspecteur de l'environnement spécialité « ICPE »	L'inspecteur de l'environnement spécialité « ICPE »	Le Responsable de l'Unité Départementale de la Côte d'Or
signé	signé	signé

ANNEXE 1 : TABLEAU DE CONSTATS

Article	Prescription contrôlée	Nature du constat	Constat/Commentaire																																																					
SITUATION ADMINISTRATIVE																																																								
2 (AP3)	Classement administratif : <table><tr><th>Rubrique</th><th>Désignation des installations</th><th>Caractéristiques</th><th>Régime</th></tr><tr><td>2940-2.a</td><td>Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (Pulvérisation, enduction...) et si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour.</td><td>Application de colle : 793 kg/j</td><td>A</td></tr><tr><td>2410-1</td><td>Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 250 kW.</td><td>3 lignes de déroulage de bois et un atelier contreplaqué. Puissance totale : 3 600 kW</td><td>E</td></tr><tr><td>2260.b</td><td>Broyage de substances végétales et de tous produits organiques naturels. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.</td><td>5 broyeurs de bois. Puissance totale : 500 kW</td><td>D</td></tr><tr><td>1531</td><td>Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m³.</td><td>5 000 m³</td><td>D</td></tr><tr><td>1532-3</td><td>Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.</td><td>3 585 m³</td><td>D</td></tr><tr><td>2910-A.2</td><td>Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, si la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.</td><td>Puissance thermique nominale totale : 11,04 MW</td><td>DC</td></tr></table> <p>A (Autorisation) – E (Enregistrement) – D (Déclaration) – DC (déclaration avec contrôle périodique).</p>		Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime	2940-2.a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (Pulvérisation, enduction...) et si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour.	Application de colle : 793 kg/j	A	2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 250 kW.	3 lignes de déroulage de bois et un atelier contreplaqué. Puissance totale : 3 600 kW	E	2260.b	Broyage de substances végétales et de tous produits organiques naturels. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	5 broyeurs de bois. Puissance totale : 500 kW	D	1531	Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m³.	5 000 m³	D	1532-3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.	3 585 m³	D	2910-A.2	Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, si la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	Puissance thermique nominale totale : 11,04 MW	DC	Absence d'observation	A l'issue de l'inspection, il est apparu que, compte tenu de l'évolution de la nomenclature ICPE, le classement des installations est désormais le suivant : <table><tr><th>Rubrique</th><th>Désignation des installations</th><th>Caractéristiques</th><th>Régime</th></tr><tr><td>2940-2.a</td><td>Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, autres procédés) et si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour.</td><td>Application de colle : 793 kg/j</td><td>E</td></tr><tr><td>2410-1</td><td>Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 250 kW.</td><td>3 600 kW + 5 broyeurs bois Puissance totale : 4 100 kW</td><td>E</td></tr><tr><td>1531</td><td>Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m³.</td><td>5 000 m³</td><td>D</td></tr><tr><td>1532-3</td><td>Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.</td><td>3 585 m³</td><td>D</td></tr><tr><td>2910-A.2</td><td>Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, si la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.</td><td>Puissance thermique nominale totale : 11,04 MW</td><td>DC</td></tr></table> <p>Les arrêtés préfectoraux susmentionnés restent applicables aux installations.</p>	Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime	2940-2.a	Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, autres procédés) et si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour.	Application de colle : 793 kg/j	E	2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 250 kW.	3 600 kW + 5 broyeurs bois Puissance totale : 4 100 kW	E	1531	Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m³.	5 000 m³	D	1532-3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.	3 585 m³	D	2910-A.2	Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, si la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	Puissance thermique nominale totale : 11,04 MW	DC
	Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime																																																				
	2940-2.a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (Pulvérisation, enduction...) et si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour.	Application de colle : 793 kg/j	A																																																				
	2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 250 kW.	3 lignes de déroulage de bois et un atelier contreplaqué. Puissance totale : 3 600 kW	E																																																				
	2260.b	Broyage de substances végétales et de tous produits organiques naturels. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	5 broyeurs de bois. Puissance totale : 500 kW	D																																																				
	1531	Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m³.	5 000 m³	D																																																				
	1532-3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.	3 585 m³	D																																																				
	2910-A.2	Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, si la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	Puissance thermique nominale totale : 11,04 MW	DC																																																				
	Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime																																																				
	2940-2.a	Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, autres procédés) et si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour.	Application de colle : 793 kg/j	E																																																				
2410-1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 250 kW.	3 600 kW + 5 broyeurs bois Puissance totale : 4 100 kW	E																																																					
1531	Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m³.	5 000 m³	D																																																					
1532-3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.	3 585 m³	D																																																					
2910-A.2	Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, si la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	Puissance thermique nominale totale : 11,04 MW	DC																																																					
MISE EN DEMEURE DU 6 NOVEMBRE 2019																																																								
1 (AP1)	Termes de la mise en demeure : <p>La société Fernand BRUGERE, SIREN : 835 820 317, dont le siège social est situé avenue du Président COTY – 21400 Châtillon-sur-Seine, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- article R. 512-69 du code de l'environnement, dans un délai de quinze jours,- article 30 (point 30.2 – conformité des installations électriques à la réglementation) de l'arrêté préfectoral du 28 août 1998 susvisé, dans un délai de deux mois,- article 23 (stockage des déchets) de l'arrêté préfectoral du 28 août 1998 susvisé, dans un délai d'un mois,- article 3.8 (point III – dispositions constructives) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 décembre 2018 susvisé, dans un délai d'un mois. <p>Les délais fixés à l'alinéa précédent commencent à courir à compter du jour de la notification du présent arrêté.</p>	Absence d'observation	<p>La déclaration d'accident relative au départ de feu survenue le 4 juillet 2019 a été transmise par courrier en date du 18 novembre 2019. L'exploitant y indique ne pas avoir identifié de causes à l'explosion survenue dans le cyclo-filtre et à l'origine du départ de feu. Les mesures de préventions mises en œuvre consistent au changement des lames une fois par semaine, à mettre en marche la machine seule une fois par semaine pour détecter d'éventuels bruits anormaux.</p> <p>L'exploitant ne signale pas de nouvel incident/accident depuis.</p> <p>La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p> <p>Les autres points de l'article 1^{er} de l'AP1 sont abordés ci-dessous.</p>																																																					

Article	Prescription contrôlée	Nature du constat	Constat/Commentaire
23 (AP2)	<p>Conditions d'entreposage des déchets : Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques à l'exception des déchets de bois.</p> <p>Ces zones sont telles que le stockage ne présente pas de risque d'envols et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>	<p>Non-conformité n°1</p> <p>Observation n°1</p> <p>Demande de compléments n°1</p> <p>Demande de compléments n°2</p>	<p>Le rapport d'inspection en date du 1^{er} octobre 2019 relève que les cendres produites par la chaudière à bois « <i>sont stockées sur sol nu, ne sont pas à l'abri d'un lessivage par les eaux météoriques, peuvent provoquer une pollution des sols ou des eaux superficielles ou souterraines par ruissellement ou par infiltration. D'autres cendres provenant de la chaudière à bois sont stockées dans le local de la chaufferie</i> ».</p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis avant la visite une copie du registre des déchets. Tous les points attendus par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement n'y sont pas mentionnés ou n'y sont pas renseignés systématiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - registre DIB : adresses et récépissés transporteur et adresses des sites d'élimination non renseignés systématiquement, codes R/D non mentionnés ; - registre DD : n° BSD, code déchet, code R/D et adresses non renseignées systématiquement. <p>L'exutoire identifié pour l'élimination des cendres de chaudières est la société LA COMPOSTIERE DE L'AUBE. Les derniers enlèvements de cendres qui y sont mentionnés datent de novembre 2016 (huit chargements pour un total d'environ 226 t). Il apparaît que les cendres ne sont pas éliminées de façon régulière.</p> <p>Au cours de l'inspection, la quantité de cendre entreposée au niveau du parc à grumes semble visuellement avoir diminuée par rapport à l'inspection du 5 juillet 2019. Une benne de la société Bourgogne Recyclage remplie de cendre est présente à proximité des tas de cendre restants.</p> <p>L'exploitant indique que les cendres sous chaudière et les cendres volantes sont collectées de façon séparée puis mélangées. Il a fourni après l'inspection (courriel du 18/12/2020) une photo de la zone et deux bons de prise en charge par la société Bourgogne Recyclage (datés du 11 et du 14/12/20, pour un total de 19,2 t) traduisant de l'élimination du stock de cendre accumulée. La mise en demeure peut être levée sur ce point.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser les conditions d'entreposage des cendres qu'il prévoit de mettre en place afin de répondre aux dispositions de l'article 23 de l'AP2.</p> <p>Au cours de l'inspection, il est constaté que les cendres sous chaudière (collectées par voie humide) sont déversées à même le sol imperméabilisé du local attenant. Celui-ci présente une pente dirigée vers l'extérieur du local. Il ne peut être exclu que leur ressuyage génère des écoulements qui sont susceptibles de s'infiltrer dans le sol ou de rejoindre le réseau d'eaux pluviales. Il est demandé à l'exploitant de préciser les dispositions qu'il prévoit de mettre en place afin d'empêcher ces écoulements et d'assurer leur rétention.</p>

Article	Prescription contrôlée	Nature du constat	Constat/Commentaire
30.2 (AP2)	<p>Conformité des installations électriques : Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100. [...]</p>	<p>Non-conformité majeure n°1</p> <p>Demande de compléments n°3</p>	<p>Le rapport d'inspection en date du 1^{er} octobre 2019 relève que 87 non-conformités électriques ont été relevées par l'APAVE lors de son contrôle du printemps 2019. Le rapport conclut que les installations électriques ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur et en particulier à la norme NFC 15 100. Il note également que certains locaux inutilisés n'ont pas fait, à la demande du responsable maintenance, l'objet du contrôle, ainsi que certains dispositifs différentiels qui n'ont pu être testés, pour des raisons d'exploitation et à la demande du responsable maintenance.</p> <p>A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis avant la visite le dernier rapport de vérification (daté du 18 juin 2020) réalisé par l'APAVE. 91 non-conformités électriques y sont relevées, la majorité d'entre elles est mentionnée récurrente. Il est à noter que l'atelier plaquage 1 a été prospecté en 2020 contrairement à 2019. Des non-conformités électriques récurrentes subsistent, en particulier sur la sécurité incendie et la protection de l'environnement. La mise en demeure ne peut être levée sur ce point et l'échéance correspondante définie par l'AP1 est dépassée.</p> <p>L'exploitant a transmis après l'inspection (courriel du 18/12/2020) un échéancier en trois phases en vue de solder les non-conformités électriques d'ici juin 2021, ainsi qu'un bon de commande de la société SIAE (de Saint-Apollinaire) pour la réalisation des interventions correspondantes.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport d'intervention du prestataire à l'issue des travaux effectués et le nouveau rapport de vérification électrique effectué en 2021.</p>
3.8 III. (AP3)	<p>Dispositions constructives : Pour les ouvertures situées au niveau des portes Nord (6 m × 4,5 m), Ouest (8 m × 4,5 m) et Sud (3,8 m × 4,5 m) qui figurent sur le plan au 1/500 daté du 2 mars 2018 et dressé par le géomètre-expert Hubert VIARD, l'exploitant doit étudier ou faire étudier les différentes solutions qui permettent d'obtenir des caractéristiques de réaction et de résistance EI 60 : Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installer des portes extérieures EI 60 au Nord et à l'Ouest, - et, au Sud, installer une porte intérieure ou extérieure EI 60, ou mettre en place un rideau d'eau qui tienne une heure. <p>Les résultats des études sont transmis à la préfecture, au SDIS et à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. Les études sont accompagnées d'un échéancier de réalisation des travaux.</p>	<p>Non-conformité majeure n°2</p> <p>Demande de compléments n°4</p>	<p>L'exploitant a fourni avant l'inspection un devis établi par la société ASSA ABLOY (basée à Montrouge) pour la fourniture et la pose de trois portes coulissantes EI 60 (deux portes 8,2 x 5,5 m, une porte 5 x 5 m). L'exploitant indique que le coût estimé ne lui semble pas économiquement envisageable. Il précise avoir eu de grandes difficultés (nombreux démarchages réalisés) pour identifier une entreprise en mesure de répondre à son besoin.</p> <p>Au cours de la visite, l'attention de l'exploitant est attirée sur le fait qu'il lui était demandé de réaliser une étude technico-économique analysant les possibilités de mise en place de portes de caractéristiques EI60 ou de dispositifs permettant un niveau de protection équivalent. La mise en demeure ne peut être levée sur ce point et l'échéance correspondante définie par l'AP1 est dépassée.</p> <p>Une quantité importante de produits finis est observée dans le nouveau bâtiment au cours de l'inspection, semblant dépasser la quantité de stocks tampons prévus dans le porter-à-connaissance de 2017 (version du 29 août 2017). L'exploitant indique que la production vient de s'achever pour l'année et que les installations sont en cours de nettoyage et de rangement. La quantité entreposée représente 5 à 6 camions. Il est demandé à l'exploitant de justifier que les quantités présentes ont été réduites en cohérence avec les quantités prévues dans le porter-à-connaissance de 2017.</p>
SUIVI DES AUTRES NON-CONFORMITÉS ET OBSERVATIONS RELEVÉES LE 5 JUILLET 2019			

Article	Prescription contrôlée	Nature du constat	Constat/Commentaire
10 (AP2)	<u>Etat du sol et des rétentions :</u> L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques, dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité. [...]		Le rapport d'inspection en date du 1 ^{er} octobre 2019 relève que, concernant le bâtiment 25 (contreplaqué), « <i>un bac de rétention est rempli de produits liquides susceptibles de polluer les eaux ou les sols. Le bac est plein et déborde. Des produits liquides susceptibles de polluer les eaux ou les sols s'écoulent sur les sols et dans des fosses. Il s'agit de colles phénoliques selon l'exploitant.</i> »
11.4 (AP2)	Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...]. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. [...] Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. [...] Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectuées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles. [...]		Par courrier du 18 novembre 2019, l'exploitant indique que « <i>la fosse de la presse est étanche et sert de bac de rétention. L'eau souillée a été récupérée pour traitement, et les diverses fuites ont été réparées.</i> » L'inspection demande par courrier du 5 mars 2020 le mode de traitement/élimination des eaux souillées (incluant la destination finale), en fournissant par exemple la copie des bordereaux de suivis de déchets éventuels. Le 29 avril 2020, l'exploitant indique que « <i>les eaux souillées se sont infiltrées dans le sol avoisinant le stock</i> ». Le registre des déchets transmis avant l'inspection ne fait pas apparaître l'élimination de ces eaux. L'exploitant a transmis une facture établie par la société COVED relative à diverses opérations de curage/nettoyage de canalisations/rétentions.
12.2 (AP2)	L'exploitant prend toutes dispositions pour [...] assurer la vacuité des cuvettes de rétention.	Non-conformité n°2	Lors de l'inspection, il est constaté que les écoulements présents sur le sol lors de la visite de juillet 2019 ne sont plus présents. Cependant, d'autres écoulements sont visibles. L'exploitant indique que les écoulements de colles sur le sol, constatés lors de l'inspection de juillet 2019, ont été récupérés pour être réutilisés dans le procédé d'encollage du contreplaqué. Il précise que les écoulements actuels sont des fuites d'eau d'un circuit de refroidissement qui seront colmatés durant l'arrêt technique des prochaines semaines. Concernant le bac de rétention évoqué ci-dessus, il est apparu vide, mais humide lors de l'inspection. Des liquides sont encore présents dans les fosses reliant la machinerie liée à la préparation/distribution de colle et la presse voisine. Des gaines parcourant ces fosses apparaissent noyées dans ce liquide.
L. 557-28 (CE)	<u>Equipements sous pression (ESP) :</u> En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes : [...] 3° L'inspection périodique ; 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ; 5° Le contrôle après réparation ou modification. [...]		Le rapport d'inspection en date du 1 ^{er} octobre 2019 relève qu'il existe des ESP qui sont utilisés sans avoir fait l'objet des opérations de contrôle prévues à l'article L. 557-28 du code de l'environnement. Par courrier du 18 novembre 2019, l'exploitant précise que les non-conformités mentionnées dans sa liste de suivi concernent des ESP pour lesquels il ne dispose pas de la documentation technique, malgré des relances régulières des fournisseurs, mais que les dates de contrôle ne sont pas dépassées. Par courrier du 29 avril 2020, il précise que les appareils dont la date de contrôle est manquante seront contrôlés. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a fourni, avant la visite, la dernière version du

Article	Prescription contrôlée	Nature du constat	Constat/Commentaire						
		Non-conformité majeure n°3	registre des ESP. Cette liste numérote deux équipements supplémentaires par rapport à la précédente version (2019). L'exploitant indique qu'il s'agit d'équipements mis en place dans le nouveau bâtiment. Dans cette liste, plusieurs équipements (n°5, 6, 21 et 22) sont mentionnés comme relevant de la réglementation, mais aucune dates d'inspection ou de requalification périodique (futurs ou passés) ne sont précisées. L'exploitant indique que les ESP n°5 et 6 ne sont plus utilisés et que les ESP n°21 et 22 vont être remplacés. Des ESP sont utilisés sans avoir fait l'objet des opérations de contrôle prévues à l'article L. 557-28 du code de l'environnement. Ils doivent être mis à l'arrêt jusqu'à leur remplacement.						
3.13 (AP2)	Risque foudre : L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.								
18 (AM)	Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...] Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.	Non-conformité majeure n°4	Sous pli en date du 18 novembre 2019, l'exploitant transmet la copie d'une ARF réalisée en août 2014, ainsi qu'une Etude Technique Foudre (ETF) de décembre 2016. L'exploitant précise dans le courrier du 18 novembre 2019 que les installations n'ont pas été modifiées depuis la réalisation de ces études. Il indique également que les aménagements préconisés n'ont pas été réalisés en raison du montant des travaux et qu'il a priorisé d'autres mises en conformités. Un devis actualisé est transmis le 29 avril 2020. L'exploitant a transmis après l'inspection la copie d'une ARF réalisée en octobre 2018 et d'une ETF réalisée en décembre 2018 relatives au nouveau bâtiment ainsi qu'à la chaufferie. L'exploitant a indiqué avoir contacté des entreprises afin d'obtenir des devis pour la mise en place des dispositifs de protection contre la foudre. Il apparaît que les dispositifs préconisés par les ETF n'ont pas été installés dans les deux ans suivants les ARF correspondantes réalisées en 2014 et en 2018.						
20 (AM)	L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. [...]								
14.1 (AP2)	Prélèvements d'eau dans le milieu naturel : Les quantités d'eau prélevées ne peuvent dépasser les valeurs limites suivantes : <table><tr><td></td><td>PRELEVEMENT n° 1 (puits)</td></tr><tr><td>Prélèvement maximal instantané (m³/h) - Débit d'exploitation</td><td>8</td></tr><tr><td>Prélèvement journalier maximum (m3)</td><td>70</td></tr></table>		PRELEVEMENT n° 1 (puits)	Prélèvement maximal instantané (m³/h) - Débit d'exploitation	8	Prélèvement journalier maximum (m3)	70	Non-conformité n°3	Par courrier du 18 novembre 2019, l'exploitant transmet les volumes annuels d'eau prélevés dans le milieu naturel et dans le réseau d'alimentation en eau potable depuis 2016. Les volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel dépassent 30 000 m³/an. Les volumes prélevables dans le milieu naturel sont limités à 70 m³/j (soit 25 550 m³ pour 365 jours). Le courrier de l'exploitant du 29 avril 2020 prévoit la réalisation d'une étude interne afin de déterminer la présence éventuelle de déperdition dans le circuit d'eau d'arrosage du parc à grumes. L'exploitant indique au cours de la visite que cette étude n'a pas été réalisée. A la demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis avant la visite les relevés mensuels de consommation d'eau pour les années 2019 et 2020. Les relevés montrent une consommation de 56 970 m³ pour 2019 et 46 944 m³ de janvier à septembre 2020. Les prélèvements en nappe effectués en 2019 et 2020 dépassent les 25 550 m³/an prévus par l'article 14.1 de l'AP2.
	PRELEVEMENT n° 1 (puits)								
Prélèvement maximal instantané (m³/h) - Débit d'exploitation	8								
Prélèvement journalier maximum (m3)	70								
14.2 (AP2)	La consommation est limitée en volume à : - 202 m³/jour - 1 000 m³/semaine.								

Article	Prescription contrôlée	Nature du constat	Constat/Commentaire
		<p>Observation n°2</p> <p>Observation n°3</p>	<p>Dans un contexte de tension accrue sur la ressource en eau, le cadre des mesures de limitation des usages de l'eau en période de sécheresse, défini par l'AP du 29 juin 2015 (AP4), est en cours d'évolution. A l'issue, en l'absence de mise en place de plan d'économie d'eau spécifique au sein de l'établissement et acté par arrêté complémentaire, tous les prélèvements industriels (en milieu naturel, dans le réseau public) seront notamment concernés par les restrictions de prélèvements du nouvel arrêté cadre.</p> <p>Les prélèvements en nappe pour 2019 transmis avant l'inspection ne sont pas cohérents avec les valeurs indiquées dans le courrier du 18 novembre 2019. Il n'existe pas de données relatives à l'usage industriel pour la commune de Châtillon-sur-Seine dans la Banque Nationale des Prélèvements d'Eau : l'Inspection n'est pas en mesure d'identifier l'origine de cet écart.</p> <p>L'exploitant indique que les installations de prélèvements en nappe servent à l'appoint de l'arrosage du parc à grume (entre mars et octobre) et du circuit d'eau de la chaudière biomasse. Il précise que l'alimentation se fait par le biais d'une pompe immergée. Un compteur volumétrique est observé (index : 335 889 m³) à proximité des cuves tampons, implantées dans le local où les cendres sous chaudières sont extraites.</p>
3.15 (AP3)	[...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]	Non-conformité n°4	Au cours de l'inspection, l'exploitant montre l'emplacement du puits de pompage. Il se trouve sous le nouveau bâtiment. Il est accessible par un regard, fermé par une plaque en fonte, situé au niveau du sol. Un évent dépassant le sol de quelques centimètres est présent à proximité du regard, il ne présente pas de chapeau ou de dispositif permettant de prévenir des déversements ou des écoulements dans le puits. Des machines sont présentes directement au-dessus de cet emplacement. Toutes les mesures ne sont pas prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.
AUTRES CONSTATS			
3.8 I. (AP2)	<p><u>Dispositions constructives :</u></p> <p>Les locaux de structure fermée présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouvrages : <ul style="list-style-type: none"> - murs extérieurs porteurs ou systèmes poteaux-poutres : R60 [...]. 	Demande de compléments n°5	Par ailleurs, en façade Sud du nouveau bâtiment, il est constaté que le sous-bassement est altéré en plusieurs endroits (chocs probables) laissant apparaître les matériaux constitutifs du bâtiment (polystyrène expansé notamment). Le bardage métallique supérieur est également enfoncé (à l'extérieur et à l'intérieur). Il est demandé à l'exploitant de justifier que les caractéristiques constructives de résistance au feu ne sont pas altérées et notamment que la résistance minimale R60 apparaît toujours assurée. A défaut, l'exploitant indiquera les travaux de réfection nécessaires, ainsi que l'échéance de réalisation associée.